

# Ocean Dial Investment Funds plc (le « Fonds »)



## Formulaire de souscription

### IMPORTANT

- LES INVESTISSEURS DOIVENT S'ASSURER QUE LE FORMULAIRE DE SOUSCRIPTION ORIGINAL EST RETOURNÉ PAR VOIE POSTALE À L'AGENT ADMINISTRATIF À L'ADRESSE INDIQUÉE CI-APRÈS. EN L'ABSENCE D'ENVOI DU FORMULAIRE DE SOUSCRIPTION ORIGINAL ET DES PIÈCES JUSTIFICATIVES, LE VERSEMENT DE VOS PRODUITS DE RACHAT ET/OU DE VOS DIVIDENDES POURRA ÊTRE RETARDÉ.
- LES INVESTISSEURS DOIVENT S'ASSURER QUE LA PAGE 21 DU FORMULAIRE DE SOUSCRIPTION EST SIGNÉE AVANT DE LE FAIRE PARVENIR À L'AGENT ADMINISTRATIF.
- LES INVESTISSEURS DOIVENT LIRE LE PROSPECTUS ET LE DOCUMENT D'INFORMATIONS CLÉS (LE « DICI ») AVANT DE REMPLIR LE PRÉSENT FORMULAIRE. POUR TOUTE QUESTION CONCERNANT LE DICI, VEUILLEZ CONTACTER LE GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS À L'ADRESSE INDIQUÉE CI-APRÈS. LE DICI EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS À L'ADRESSE [WWW.OCEANDIAL.COM](http://WWW.OCEANDIAL.COM)

### AGENT ADMINISTRATIF

Apex Fund Services (Ireland) Limited  
1<sup>st</sup> Floor Block 2  
Harcourt Centre  
Harcourt Street  
Dublin 2, Irlande

Téléphone : +353 1 411 2949  
Fax : +353 1 411 2948  
E-mail : [oceandial@apexfunds.ie](mailto:oceandial@apexfunds.ie)

### GESTIONNAIRE DES INVESTISSEMENTS

Ocean Dial Asset Management Limited  
13-14 Buckingham Street  
Londres WC2N 6DF, Royaume-Uni

Téléphone : +44 20 7068 9870  
Fax : +44 20 7068 9889  
E-mail : [enquiries@oceandial.com](mailto:enquiries@oceandial.com)



**Les termes utilisés dans le présent Formulaire de souscription sont les mêmes termes que ceux utilisés dans le Prospectus du Fonds (sauf indication contraire du contexte).**

Vos informations personnelles seront traitées par l'Agent administratif ou son délégué dûment nommé en qualité d'Agent de traitement des données pour le compte du Fonds, conformément aux Lois sur la protection des données de 1988 et 2003 (la « Législation en matière de protection des données »). Les informations fournies aux présentes seront traitées à des fins de conformité à la Législation en matière de protection des données, et notamment leur divulgation à l'autorité fiscale irlandaise (Revenue Commissioners).

**Veillez compléter le présent Formulaire de souscription en utilisant de l'encre bleue ou noire et des LETTRES MAJUSCULES.**

Les souscripteurs doivent compléter les sections 1 à 4, ainsi que toutes les rubriques pertinentes de la section 5, et signer le formulaire à la fin de la section 6.

Les souscripteurs doivent fournir les pièces de vérification nécessaires au regard de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme.

Le présent Formulaire de souscription, conjointement avec les obligations de vérification au regard de la lutte contre le blanchiment d'argent, constituent votre approbation quant à la souscription d'Actions dans le Fonds. Vous devez adresser le présent Formulaire de souscription par voie postale ou fax (**auquel cas le Formulaire de souscription original et les pièces justificatives doivent également être jointes à l'envoi**) à l'Agent administratif à l'adresse indiquée sur la page de couverture.

## **Formulaire de souscription**

- 1. Montant et devise de l'investissement**
- 2. Procédures relatives à l'investissement**
- 3. Informations d'enregistrement de l'investisseur**
- 4. Coordonnées bancaires de l'investisseur**
- 5. Déclaration de résidence fiscale de l'investisseur**
  - a. Statut de Contribuable américain**
  - b. Résidence hors Irlande**
  - c. Résidence en Irlande**
- 6. Déclarations, garanties et signature**

### **Exigences de vérification au regard de la lutte contre le blanchiment d'argent**

- I. Tous les investisseurs**
- II. Société financière, banque et investisseurs mandataires**
- III. Investisseurs de compte individuels et conjoints**
- IV. Intermédiaires, agents financiers et mandataires**
- V. Investisseurs de compte individuels et conjoints (Résident de l'UE hors Irlande)**
- VI. Documents standards à fournir dans le cadre de la diligence raisonnable envers les clients**

#### **ANNEXE**

**Lettre d'engagement à compléter par les Intermédiaires, les Agents financiers et les Mandataires**

## 1. Montant et devise de l'investissement

Veuillez indiquer le montant et la devise et de votre investissement

Nom du Compartiment	
---------------------	--

Valeur monétaire (Incluant la devise de l'investissement)	
--	--

Montant en toutes lettres	
---------------------------	--

Veuillez cocher (✓) la catégorie d'actions correspondant à l'investissement

### COMPARTIMENT OCEAN DIAL GATEWAY TO INDIA FUND

- Catégorie A USD
- Catégorie B EURO
- Catégorie C GBP
- Catégorie E USD
- Catégorie F EURO
- Catégorie G GBP

Montant minimum d'Investissement et de transaction pour le Compartiment Ocean Dial Gateway to India Fund :

Montant de souscription initiale	5 000 USD*
Participation minimale	5 000 USD*
Investissement ultérieur minimum	1 000 USD*
Montant minimum de rachat	1 000 USD*

\*ou équivalent dans une autre devise

Veuillez cocher (✓) pour indiquer la raison et la nature attendue de votre investissement dans la Société :

- (i) Épargne ordinaire
- (ii) Investissement d'un montant forfaitaire – moins d'une année
- (iii) Investissement d'un montant forfaitaire – plus d'une année
- (iv) Investissement périodique
- (v) Autre

Veuillez détailler si vous avez coché la mention « Autre » \_\_\_\_\_

## 2. Procédures relatives à l'investissement

Toutes les instructions de négociation relatives aux Actions du Fonds doivent être reçues avant le(s) heure(s) indiquées dans le Prospectus du Fonds et/ou le Supplément du compartiment pertinent, le cas échéant, (collectivement, le « Prospectus »). Les instructions de négociation reçues après lesdites heures seront généralement considérées comme avoir été reçues le jour de transaction suivant concerné.

**Aucun(e) distribution/versement de dividende ou de rachat ne sera effectué(e) avant la réception du Formulaire de rachat original et tant que l'Agent administratif n'est pas assuré de la réalisation complète de toutes les vérifications au regard de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme.**

En cochant la case ci-contre, je consens par les présentes à la fourniture des bordereaux d'achat, déclarations et autres rapports, par transmission sécurisée et codée, qui peuvent être émis de temps à autre par l'Agent administratif au regard de mes participations dans le Fonds.	
--	--

### Méthode de paiement

Veuillez verser les montants conformément aux délais indiqués dans le Prospectus. Les montants doivent être versés à partir du compte de l'investisseur.

Veuillez procéder au paiement sur le compte bancaire suivant :

	<b>POUR LES RÈGLEMENTS EN GBP Ocean Dial Investment Fund plc</b>	<b>POUR LES RÈGLEMENTS EN EURO Ocean Dial Investment Fund plc</b>	<b>POUR LES RÈGLEMENTS EN USD Ocean Dial Investment Fund plc</b>
<b>Intermédiaire Banque Nom :</b>	NATIONAL WESTMINSTER BANK PLC LONDON	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PARIS	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE NEW YORK
<b>Intermédiaire Banque Code Swift :</b>	NWBKGB2L	SOGEFRPP	SOGEUS33
<b>Intermédiaire Code guichet :</b>	600004	(Sans objet)	(Sans objet)
<b>Intermédiaire Numéro de compte</b>	440/02/04549694	(Sans objet)	150371
<b>Bénéficiaire final Banque Nom :</b>	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PARIS	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PARIS	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE PARIS
<b>Bénéficiaire final Banque Code Swift :</b>	SOGEFRPPAFI	SOGEFRPPAFI	SOGEFRPPAFI
<b>À créditer sur le compte :</b>	OCEAN DIAL GATEWAY TO INDIA	OCEAN DIAL GATEWAY TO INDIA	OCEAN DIAL GATEWAY TO INDIA
<b>À créditer sur le compte bancaire IBAN :</b>	FR76300030560503801129765 33	FR76300030560500001129765 52	FR76300030560503001129765 37
<b>Référence :</b>	Souscription ODGTI	Souscription ODGTI	Souscription ODGTI

Veuillez indiquer les informations relatives à l'établissement émetteur de l'ordre pour les souscriptions

Devise \_\_\_\_\_

Banque correspondante \_\_\_\_\_

Code Swift/numéro de routage ABA : \_\_\_\_\_

Numéro de compte \_\_\_\_\_

### 3. Informations d'enregistrement de l'investisseur

NOM(S) POUR L'ENREGISTREMENT (EN MAJUSCULES)	
ACTIONNAIRE 1	ACTIONNAIRE 2
Prénom et nom de famille/de la société <input type="text"/>	Prénom et nom de famille/de la société <input type="text"/>
Rue 1 <input type="text"/>	Rue 1 <input type="text"/>
Rue 2 <input type="text"/>	Rue 2 <input type="text"/>
Ville/pays/code postal <input type="text"/>	Ville/pays/code postal <input type="text"/>
Numéro de téléphone <input type="text"/>	Numéro de téléphone <input type="text"/>
Numéro de fax et adresse e-mail <input type="text"/>	Numéro de fax et adresse e-mail <input type="text"/>
ACTIONNAIRE 3	ACTIONNAIRE 4
Prénom et nom de famille/de la société <input type="text"/>	Prénom et nom de famille/de la société <input type="text"/>
Rue 1 <input type="text"/>	Rue 1 <input type="text"/>
Rue 2 <input type="text"/>	Rue 2 <input type="text"/>
Ville/pays/code postal <input type="text"/>	Ville/pays/code postal <input type="text"/>
Numéro de téléphone <input type="text"/>	Numéro de téléphone <input type="text"/>
Numéro de fax et adresse e-mail <input type="text"/>	Numéro de fax et adresse e-mail <input type="text"/>
Adresse postale (si elle est différente de l'adresse des premiers détenteurs) <input type="text"/>	

#### **4. Coordonnées bancaires de l'investisseur**

##### **COORDONNÉES BANCAIRES POUR LES RÈGLEMENTS DES PRODUITS DE RACHAT, DE DISTRIBUTION ET DE DIVIDENDE**

Nom de la banque		
Nom du titulaire du compte		
Adresse de la banque		
Numéro de compte		
Code guichet		
IBAN :		
Code Swift		Code de référence :

#### **Exigences pour les dividendes**

Je souhaite/nous souhaitons que les dividendes soient : Réinvestis  Payés par virement télégraphique

**POUR FORMULER VOS EXIGENCES QUANT AUX DIVIDENDES, VEUILLEZ NOTER QUE CHAQUE VERSEMENT DE DIVIDENDE PAR VIREMENT TÉLÉGRAPHIQUE IMPLIQUERA PROBABLEMENT DES FRAIS BANCAIRES, ET PAR CONSÉQUENT, QU'IL POURRAIT ÊTRE PLUS PERTINENT DE RÉINVESTIR LES DIVIDENDES DE FAIBLE VALEUR AFIN D'ÉVITER TOUTE DILUTION DE VOTRE REVENU.**

**AUCUN PAIEMENT À UNE PARTIE TIERCE NE SERA EFFECTUÉ.**

**LES DIVIDENDES VERSÉS PAR VIREMENT TÉLÉGRAPHIQUE SERONT PAYÉS SUR LE COMPTE INDIQUÉ CI-AVANT.**

**UNE DEMANDE DE CHANGEMENT DES COORDONNÉES BANCAIRES DOIT ÊTRE ENVOYÉE PAR ÉCRIT À L'AGENT ADMINISTRATIF ET ACCOMPAGNÉE D'UN RELEVÉ BANCAIRE OU D'UNE ATTESTATION BANCAIRE.**

#### **REMARQUES :**

- (a) Les demandes de rachat ou de versement de dividende par virement télégraphique seront soumises à des frais bancaires. De tels frais seront généralement à la charge de l'Actionnaire, mais le Fonds peut décider, à sa discrétion, d'imputer ces frais au Fonds ou au Compartiment concerné.
- (b) La Devise de référence du Compartiment et la devise spécifiée d'une quelconque Action, indiquées ci-dessus, seront précisées dans le Prospectus. Les demandes de souscription d'Actions seront approuvées dans la Devise de référence du Compartiment concerné ou dans la devise spécifiée de la Catégorie d'Actions concernée. Les demandes de souscription peuvent être acceptées dans des devises autres que la Devise de référence, à la discrétion du Fonds.
- (c) Tout produit de souscription payé en devises autres que la Devise de référence du Compartiment concerné ou la devise spécifiée de la Catégorie d'Actions concernée sera converti dans cette devise au taux de change en vigueur. Cette opération de change sera réalisée par l'Agent administratif aux frais et risques de l'investisseur concerné.
- (d) Veuillez vous assurer que vous avez lu le Prospectus avant de remplir le présent Formulaire de souscription. Les termes utilisés dans le présent Formulaire de souscription sont les mêmes termes que ceux utilisés dans le Prospectus (sauf indication contraire du contexte).

## 5. Déclaration de résidence fiscale de l'investisseur

### a. Déclaration relative au statut de contribuable américain (à compléter par tous les investisseurs)

Veillez cocher (✓) la case appropriée

- A Contribuable non américain
- B Contribuable américain\*
- C Au moins l'un des souscripteurs conjoints est un contribuable américain
- D Contribuable non américain détenant les Actions au nom d'un Contribuable américain

\*Veillez consulter la définition de Contribuable américain ci-après.

**Si la case A est cochée, veuillez vous reporter à la section 5b (pour les résidents non irlandais) ou 5c (pour les résidents irlandais).**

**Si les cases B, C ou D ont été cochées, veuillez lire la suite de la section 5a, puis compléter et signer le Formulaire W-9 de l'autorité fiscale américaine (IRS) afin de confirmer votre numéro d'identification fiscale. Le formulaire peut être téléchargé à l'adresse : [www.irs.gov](http://www.irs.gov). En cas de non-soumission du Formulaire W-9 de l'IRS (le cas échéant), le règlement des produits du rachat (dividendes/distributions le cas échéant) sera retardé et aucun intérêt ne sera comptabilisé.**

**Les Contribuables américains auront l'obligation de fournir à l'Agent administratif un Formulaire W-9 de l'IRS dûment rempli. Les sommes payées aux Actionnaires qui sont des Contribuables américains en tant que distribution du Fonds ou produits bruts de rachat des Actions, seront généralement déclarées aux Actionnaires qui sont des Contribuables américains et à l'autorité fiscale américaine (Internal Revenue Service) sur un Formulaire 1099 de l'IRS (sauf tel qu'autrement indiqué ci-après). La non-fourniture d'un Formulaire W-9 de l'IRS approprié et dûment rempli (pour les Actionnaires qui sont des Contribuables américains) peut générer des retenues d'impôt de réserve pour lesdits Actionnaires. Les retenues d'impôt de réserve ne constituent pas un impôt supplémentaire. Toute somme retenue peut être imputée à l'impôt sur le revenu fédéral américain desdits Actionnaires.**

**Les entités, les sociétés, les Actionnaires non américains et certaines autres catégories d'Actionnaires exemptés d'impôts ne seront pas soumis aux obligations de divulgation relatives au Formulaire 1099 de l'IRS ou à la retenue de réserve, sous réserve, dans le cas des entités et des sociétés exemptées d'impôts, que ces Actionnaires soumettent à l'Agent administratif un Formulaire W-9 de l'IRS approprié et dûment rempli aux fins de certifier leur statut d'exemption fiscale.**

Le Souscripteur fournira au Fonds ces informations, documents, certificats ou preuves, tel que le Fonds peut le demander dans une mesure raisonnable de temps à autre, au regard de l'identité, la citoyenneté, la résidence, la propriété, le statut fiscal, le numéro d'enregistrement fiscal, l'activité commerciale, le contrôle, les détenteurs bénéficiaires ou autres informations concernant le Souscripteur afin de permettre au Fonds d'évaluer et de se conformer aux exigences juridiques, réglementaires ou fiscales, présentes ou futures, applicables au Fonds (y compris les obligations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et d'identification des clients) ou d'obtenir un taux réduit ou une exemption vis-à-vis d'un quelconque impôt applicable (les « Informations »). Ces Informations peuvent comprendre, sans limitation, des informations, des documents ou des certificats concernant les détenteurs bénéficiaires ultimes du Souscripteur qui est dûment autorisé par ces détenteurs bénéficiaires à fournir ces Informations. Ces certificats, preuves et autres informations pertinentes peuvent également comporter, sans limitation, une dérogation aux lois non américaines, ce qui pourrait empêcher la divulgation de ces certificats, preuves et autres informations pertinentes, afin de permettre au Fonds d'accéder à une réduction du taux de retenue pour toute juridiction de ou par laquelle le Fonds reçoit des paiements de ses actifs. Cette certification relative à l'Internal Revenue Code de 1986, tel qu'amendée et aux Réglementations du Trésor des États-Unis et toute directive publiée par l'Internal Revenue Service y afférente, ainsi qu'aux dispositions de la loi américaine sur la conformité fiscale des comptes étrangers de la loi américaine concernant les mesures d'incitation déployées pour relancer l'emploi (*Foreign Account Tax Compliance provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment Act*) de 2010 (« FATCA ») peut inclure, sans limitation, les formulaires d'impôts fédéraux sur le revenu des États-Unis (tels que le Formulaire W-8BEN de l'IRS (Certification of Foreign Status of Beneficial Owner), le formulaire W-8IMY (Certification of Foreign



Intermediary Status), le Formulaire W-9 de l'IRS (Request for Taxpayer Identification Number and Certification) ou le Formulaire W-8ECI de l'IRS (Certification of Foreign Person's Claim for Exemption from Withholding on Income Effectively Connected with Conduct of a U.S. Trade or Business) ou tout formulaire ultérieur de l'IRS). Aucun élément des présentes ne doit être considéré ou autrement interprété comme une obligation ou une garantie que le Fonds peut se conformer ou se conformera à la FATCA.

Le Souscripteur accepte de fournir tout(e) certification, déclaration, formulaire ou autres informations et de prendre les mesures exigées par la législation applicable, tel que pouvant être requis en vertu du présent paragraphe, ainsi que de mettre à jour ou remplacer tout(e) formulaire ou certification conformément à ses présentes dispositions ou à ses amendements ultérieurs. Le Souscripteur reconnaît et convient que le Fonds peut, dans une mesure raisonnable et considérée désirable, fournir une quelconque de ces Informations à toute autorité fiscale applicable. Une quelconque de ces Informations expressément stipulée par le Souscripteur comme confidentielle sera gardée confidentielle par le Fonds et tout agent administratif employé par le Fonds de temps à autre (l'« Agent administratif ») et ne sera pas divulguée à une quelconque partie tierce (autre que les conseillers juridiques du Fonds) à moins que :

- (a) la divulgation ne soit requise par la loi et la réglementation applicables au Fonds ou à une quelconque Société de portefeuille, ou par tout tribunal ou toute autorité gouvernementale, réglementaire ou fiscale auxquels est sujet ou soumis le Fonds ou une quelconque des sociétés de portefeuille ;
- (b) la divulgation ne soit nécessaire afin de se conformer à une quelconque obligation de divulgation fiscale applicable au Fonds ou à une quelconque des sociétés de portefeuille, ou afin d'obtenir toute décharge fiscale pertinente de la part d'une quelconque autorité fiscale appropriée ou d'obtenir une réduction du taux ou une exonération au regard de tout impôt applicable ; ou
- (c) le Fonds considère qu'une telle divulgation est prudente et dans les intérêts du Fonds ou des investisseurs.

### **Définitions relatives au concept de Contribuable américain**

« **États-Unis** » désigne les États-Unis d'Amérique, ses territoires et possessions, tout État des États-Unis, et le District de Columbia.

« **Ressortissant américain** » désigne :

- i. toute personne physique résidant aux États-Unis ;
- ii. tout partenariat ou toute société constitué(e) ou incorporé(e) en vertu des lois des États-Unis ;
- iii. toute succession dont l'exécuteur ou l'administrateur est un Ressortissant des États-Unis ;
- iv. toute fiducie dont le fiduciaire est un Ressortissant des États-Unis ;
- v. toute agence ou succursale d'une entité non américaine sise aux États-Unis ;
- vi. tout compte non discrétionnaire ou compte similaire (autre qu'une succession ou une fiducie) détenu par un courtier ou autre fiduciaire au bénéfice d'un Ressortissant des États-Unis ;
- vii. tout compte discrétionnaire ou compte similaire (autre qu'une succession ou une fiducie) détenu par un courtier ou autre fiduciaire constitué, incorporé, ou (dans le cas d'un individu) résidant aux États-Unis ; et
- viii. tout partenariat ou société dans le cas où il est : (A) organisé ou incorporé en vertu des lois de toute juridiction autre que les États-Unis ; et (B) constitué par un Ressortissant des États-Unis principalement aux fins d'investir des titres non enregistrés en vertu de la Loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933, telle qu'amendée, à moins qu'il ne soit organisé ou incorporé, et détenu par des « investisseurs qualifiés » (tels que définis par la Règle 501(a) de la Loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933, telle qu'amendée) qui ne sont pas des personnes physiques, des successions ou des fiducies.

Nonobstant les paragraphes (i) à (viii) précédents :

- tout compte discrétionnaire ou compte similaire (autre qu'une succession ou une fiducie) détenu au bénéfice ou pour le compte d'un ressortissant non américain par un courtier ou autre fiduciaire professionnel organisé, incorporé ou (dans le cas d'un individu) résidant aux États-Unis ne sera pas

considéré comme un « R ressortissant américain » ;

- toute succession dont le fiduciaire professionnel agissant en tant qu'exécuteur ou administrateur est un R ressortissant américain ne sera pas considérée comme un « R ressortissant américain » si : (i) un exécuteur ou administrateur de la succession qui n'est pas un R ressortissant américain détient le pouvoir ou partage le pouvoir d'investissement au regard des actifs de la succession ; et (ii) la succession est régie par une législation autre que la législation des États-Unis ;
- toute fiducie dont le fiduciaire professionnel agissant à ce titre est un R ressortissant américain ne sera pas considérée comme un « R ressortissant américain » si un fiduciaire qui n'est pas un R ressortissant américain détient le pouvoir ou partage le pouvoir d'investissement au regard des actifs de la fiducie, et qu'aucun bénéficiaire de la fiducie (et aucun auteur dans le cas où la fiducie est révocable) n'est un R ressortissant des États-Unis ;
- un régime d'avantages sociaux établi ou administré conformément (i) aux lois d'un pays autre que les États-Unis et (ii) aux pratiques et aux documents habituels de ce pays ne sera pas considéré comme un « R ressortissant américain » ; et
- toute agence ou succursale d'un R ressortissant américain sise hors des États-Unis ne sera pas considérée comme un « R ressortissant américain » si l'agence ou la succursale (i) opère selon des raisons commerciales valables, (ii) intervient dans le secteur de l'assurance ou de la banque, et (iii) est soumise à des réglementations des assurances ou bancaires substantives, respectivement, dans la juridiction dans laquelle elle est située.

En outre, en aucun cas, le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque africaine de développement, les Nations Unies, ou leurs agences, leurs affiliés et leurs régimes d'avantages sociaux, ne seront considérés comme des « R ressortissants américains ».

« **Contribuable américain** » désigne un citoyen des États-Unis ou un résident étranger des États-Unis (tel que défini aux fins des impôts fédéraux sur le revenu américain) ; toute entité considérée comme un partenariat ou une société aux fins de la fiscalité américaine constituée ou organisée aux États-Unis ou un quelconque de ses États (incluant le District de Columbia) ou en vertu de ses lois ; tout autre partenariat considéré comme un Contribuable américain en vertu de la réglementation du Trésor américain ; toute succession dont le revenu est soumis aux impôts sur le revenu américain quelle que soit sa source ; et toute fiducie dont l'administration est soumise à la supervision principale d'un tribunal aux États-Unis et dont toutes les décisions importantes sont prises par un ou plusieurs fiduciaires des États-Unis. Les personnes ayant perdu leur citoyenneté américaine et résidant hors des États-Unis peuvent néanmoins, dans certaines circonstances, être considérées comme des Contribuables américains.

Un investisseur peut être un « Contribuable américain » et non un « R ressortissant américain ». Par exemple, un individu qui est un citoyen américain résidant hors des États-Unis n'est pas considéré comme un « R ressortissant américain » mais comme un « Contribuable américain ».

## b. Déclaration de résidence hors Irlande (à compléter par tous les résidents non irlandais)

Les investisseurs ne résidant pas en Irlande ont l'obligation en vertu de l'autorité fiscale irlandaise (Irish Revenue Commissioners) de faire les déclarations suivantes dans le format autorisé par cette autorité, afin de recevoir leurs paiements sans déduction d'impôt. Il est important de noter que cette déclaration, si cette affirmation est toujours exacte, s'applique à toute acquisition ultérieure d'Actions.

**Déclaration en son nom propre**

Je déclare/nous déclarons\* avoir fait une demande de souscription d'Actions en mon/notre nom propre/au nom d'une société\*, et que je suis/nous sommes /la société est\* en droit de recevoir les Actions pour lesquelles la présente déclaration a été réalisée et qu'actuellement

- je ne suis pas/nous ne sommes pas/la société n'est pas\* un résident ou un résident ordinaire d'Irlande, et
- si je devenais/nous devenions /la société devenait\* un résident irlandais je/nous\* vous en informerais/informerions\* par écrit en conséquence.

*\* Veuillez barrer la mention inutile (obligatoire)*

**Déclaration en tant qu'intermédiaire**

Je déclare/nous déclarons\* avoir fait la demande de souscription d'Actions au nom des personnes :

- qui bénéficieront effectivement des Actions ; et
- qui, à ma/notre\* connaissance, ne sont ni des résidents ni des résidents ordinaires irlandais.

Je déclare/nous déclarons\* également que :

- à moins que je/nous\* ne vous notifie/notifions\* spécifiquement le contraire au moment de la demande, toutes les demandes de souscription d'Actions que j'ai/nous avons\* réalisées à partir de la date de la présente demande de souscription seront faites au nom de ces personnes ; et
- je vous informerais/nous vous informerons\* par écrit si je prends/nous prenons\* connaissance qu'une quelconque personne, pour laquelle je détiens/nous détenons\* des Actions, devenait un résident irlandais.

*\* Veuillez barrer la mention inutile (obligatoire)*

Nom et adresse de l'investisseur ou de l'intermédiaire : \_\_\_\_\_

Signature de l'investisseur ou du signataire autorisé (déclarant) : \_\_\_\_\_

Fonction du signataire autorisé (le cas échéant) : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

### **Investisseurs conjoints :**

Noms : \_\_\_\_\_

Signatures : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

### **REMARQUES IMPORTANTES :**

1. Les déclarations de non-résident sont soumises au contrôle de l'autorité fiscale irlandaise, et une fausse déclaration constitue une infraction criminelle.
2. Afin que le formulaire soit valide, le formulaire de souscription (comprenant la déclaration requise par l'autorité fiscale irlandaise) doit être signé par l'investisseur. Dans le cas où il existe plus d'un investisseur, chaque personne doit être signataire. Dans le cas où l'investisseur est une société, le secrétaire de la société ou tout autre directeur autorisé doit être signataire.
3. Dans le cas où le formulaire de souscription (comprenant la déclaration requise par l'autorité fiscale irlandaise) est signé en vertu d'une procuration, une copie de la procuration doit être jointe afin de valider la signature.

## **c. Déclaration de résidence en Irlande (à compléter par les résidents irlandais)**

### **Déclaration visée à la section 739D(6) du Code des impôts consolidé de 1997**

Je déclare que les informations indiquées dans la présente déclaration sont véridiques et exactes.

Je déclare également que je fais cette demande de souscription d'Actions au nom du souscripteur nommé ci-après qui a droit aux Actions en vertu desquelles est effectuée la présente déclaration et qui est une personne visée à la section 739D(6) du Code des impôts consolidé de 1997, plus précisément une personne constituant : *(Veuillez cocher la case appropriée)*

- Un régime de retraite
- Une société exerçant des activités d'assurance-vie en vertu de la section 706 du Code des impôts consolidé de 1997
- Un organisme de placement collectif
- Un organisme de placement spécial
- Un fonds commun de placement en vertu de la section 731(5) (a) du Code des impôts consolidé de 1997
- Un organisme de bienfaisance étant une personne visée à la section 739D(6)(f)(i) du Code des impôts consolidé de 1997
- Une société de gestion autorisée en vertu de la loi de finances de 2010
- Admissible à une exonération sur l'impôt sur le revenu et sur l'impôt sur les gains en capital en vertu des sections 784A(2) et 848E du Code des impôts consolidé de 1997 (veuillez consulter les autres exigences pour le Gestionnaire de fonds autorisé ci-après).
- Un administrateur d'un compte d'épargne-retraite personnel (PRSA)
- Une coopérative de crédit en vertu de la section 2 de la loi portant sur les coopératives de crédit de 1997

**Exigences supplémentaires s'appliquant dans le cas où la déclaration est complétée au nom d'un régime de retraite, d'une société exerçant des activités d'assurance-vie en vertu de la section 706 du Code des impôts consolidé de 1997, d'un organisme de placement collectif, d'un organisme de placement spécial, d'un fonds commun de placement en vertu de la section 731(5) (a) du Code des impôts consolidé de 1997, d'une société de gestion autorisée ou d'une coopérative de crédit en vertu de la section 2 de la loi portant sur les coopératives de crédit de 1997.**

Je prends la responsabilité, dans le cas où les Actions cessent de constituer des actifs *d'un régime de retraite, d'une société exerçant des activités d'assurance-vie en vertu de la section 706 du Code des impôts consolidé de 1997, d'un organisme de placement collectif, d'un organisme de placement spécial, d'un fonds commun de placement en vertu de la section 731(5) (a) du Code des impôts consolidé de 1997, d'une société de gestion autorisée ou d'une coopérative de crédit en vertu de la section 2 de la loi portant sur les coopératives de crédit de 1997, notamment dans le cas où les Actions sont transférées à une autre entité de cette nature*, de porter à la connaissance de l'organisme de placement collectif, par avis écrit, cette nouvelle information en conséquence. *\*Veuillez barrer la mention inutile*

**Exigences supplémentaires s'appliquant dans le cas où la déclaration est réalisée au nom d'un Organisme de bienfaisance**

Je déclare également qu'au moment de la réalisation de la présente déclaration, les Actions auxquelles la présente déclaration se rapporte sont détenues à des fins de bienfaisance exclusivement ; et

font partie des actifs d'un groupe de personnes ou d'une fiducie défini par l'autorité fiscale irlandaise comme un groupe ou une fiducie établi à des fins de bienfaisance uniquement, ou sont, conformément aux règles ou aux réglementations établies par des statuts, une charte, un décret, un acte de fiducie ou un testament, détenues à des fins de bienfaisance uniquement et sont traitées à cet effet par l'autorité fiscale irlandaise.

Je prends la responsabilité, dans le cas où la personne visée au paragraphe (7) (d) de l'Annexe 2B du Code des impôts consolidé de 1997 ne constituerait plus une personne visée à la section 739D(6)(f)(i) du Code des impôts consolidé de 1997, de porter à la connaissance de l'organisme de placement collectif, par avis écrit, cette nouvelle information en conséquence.

**Exigences supplémentaires s'appliquant dans le cas où la déclaration est complétée par un Gestionnaire**

**de fonds autorisé, un Gestionnaire d'épargne autorisé ou un Administrateur d'un compte d'épargne-retraite personnel (PRSA)**

Je déclare/nous déclarons\* également qu'au moment de la réalisation de la présente déclaration, les Actions auxquelles la présente déclaration se rapporte :

- sont des actifs d'un(e) *\*caisse de retraite agréée/caisse de retraite minimum agréée*, d'un compte spécial d'incitation à l'épargne ou d'un compte d'épargne-retraite personnel, et
- sont gérées par le déclarant pour l'individu nommé ci-après qui est le bénéficiaire effectif des Actions.

Je prends/nous prenons\* la responsabilité, dans le cas où les Actions cessent de constituer des actifs d'une *\*caisse de retraite agréée/caisse de retraite minimum agréée, d'un compte spécial d'incitation à l'épargne ou d'un compte d'épargne-retraite personnel, notamment dans le cas où les Actions sont transférées à un quelconque autre fonds de même nature, de porter à la connaissance de l'organisme de placement collectif, par avis écrit, cette nouvelle information en conséquence. (\*Veuillez barrer la mention inutile tel qu'approprié)*

**Exigences supplémentaires s'appliquant dans le cas où la déclaration est complétée par un intermédiaire**

Je déclare/nous déclarons\* faire la demande de souscription d'Actions au nom de personnes qui :

- à ma/notre\* connaissance, sont les bénéficiaires effectifs de chacune des Actions auxquelles la présente déclaration se rapporte ; et
- sont des personnes visées à la section 739D(6)(f)(i) du Code des impôts consolidé de 1997.

Je déclare/nous déclarons\* également que :

- à moins que *je/nous* ne vous *notifie/notifions* spécifiquement le contraire au moment de la demande, toutes les demandes de souscription d'Actions que *j'ai/nous avons* réalisées à partir de la date de cette demande seront faites au nom des personnes visées à la section 739D(6) du Code des impôts consolidé de 1997 ; et
- *je/nous* vous *informe/informerons* par écrit dans le cas où il est porté à *ma/notre* connaissance qu'une personne cesse de constituer une personne visée à la section 739D(6) du Code des impôts consolidé de 1997. (*Veuillez barrer la mention inutile tel qu'approprié*)

**Nom du souscripteur :** \_\_\_\_\_

**Numéro d'enregistrement fiscal irlandais du souscripteur :** \_\_\_\_\_

**Signataire autorisé :** \_\_\_\_\_

**Capacité dans le cadre de laquelle la présente déclaration est réalisée :** \_\_\_\_\_ **Date :** \_\_\_\_\_

**REMARQUES IMPORTANTES :**

1. Le présent formulaire est autorisé par l'autorité fiscale irlandaise et peut être soumis à des contrôles. Une fausse déclaration constitue une infraction.
2. Le numéro d'enregistrement fiscal relatif à une personne, est défini à la section 885 du Code des impôts consolidé de 1997, au regard : d'une « personne déterminée » au sens de ladite section. Dans le cas d'un organisme de bienfaisance, veuillez citer l'exonération relative aux organismes de bienfaisance ( numéro CHY tel que délivré par l'autorité fiscale). Dans le cas d'un gestionnaire de fonds autorisé/d'un gestionnaire d'épargne autorisé, veuillez citer le numéro d'enregistrement fiscal du bénéficiaire effectif des Actions.
3. Dans le cas (i) d'un régime de retraite exonéré, l'administrateur doit signer la déclaration, (ii) d'un contrat de rentes de retraite en vertu de la section 784 ou 785, la personne responsable de l'activité d'attribution des rentes doit signer la déclaration, et (iii) d'un régime de fiducie, les fiduciaires doivent signer la déclaration. Dans le cas d'un organisme de bienfaisance, la déclaration doit être signée par les fiduciaires ou un autre directeur autorisé d'un groupe de personnes ou d'une fiducie établi à des fins de bienfaisance exclusivement au sens des sections 207 et 208 du Code des impôts consolidé de 1997. La déclaration doit également être signée par un gestionnaire de fonds autorisé d'une caisse de retraite agréée/d'une caisse de retraite minimum agréée, par un gestionnaire d'épargne autorisé d'un compte spécial d'incitation à l'épargne ou par un administrateur d'un compte d'épargne-retraite personnel (PRSA). Dans le cas d'un intermédiaire, la déclaration doit être signée par l'intermédiaire. Dans le cas d'une société, la déclaration doit être signée par le secrétaire de la société ou un autre directeur autorisé. Dans le cas d'un fonds commun de placement, la déclaration doit être signée par les fiduciaires. Dans tous les autres cas, la déclaration doit être signée par le directeur autorisé de l'entité concernée ou une personne ayant procuration pour cette entité. Dans ce dernier cas, une copie de la procuration doit être jointe pour valider la présente

déclaration.

## **6. Déclarations, garanties et signature**

- Je suis/nous sommes âgé(s) de 18 ans ou plus et conviens/convenons que la souscription d'actions se fonde sur les conditions stipulées dans le Prospectus du Fonds, le Document d'informations clés pour les investisseurs (« DICI ») et les informations présentées dans la présente demande de souscription. Des instructions de négociation peuvent être données par un souscripteur dans le cadre d'une détention conjointe, si tous les détenteurs conjoints ont rempli et signé le présent formulaire.
- Je déclare/nous déclarons par les présentes que je possède/nous possédons un accès régulier à Internet. Je reconnais/nous reconnaissons par les présentes qu'il m'a/nous a été offert le choix de recevoir le Prospectus, le DICI et les rapports annuel/semestriel sous format papier ou électronique via le site Internet, et je consens/nous consentons spécifiquement par les présentes à recevoir le Prospectus, le DICI et les rapports annuel/semestriel sous format électronique par l'accès en ligne à la dernière version du document à l'adresse : [www.oceandial.com](http://www.oceandial.com) (ou tout autre site Internet tel qu'il peut nous être notifié de temps à autre). Le Prospectus, le DICI et les rapports annuel/semestriel seront disponibles à la section Documentation sur le site Internet à l'adresse : [www.oceandial.com](http://www.oceandial.com) et je confirme/nous confirmons par les présentes que j'ai/nous avons également été notifié(s) par voie électronique de l'adresse du site Internet et de la rubrique du site Internet où se trouvent le Prospectus, le DICI et les rapports annuel/semestriel. Je reconnais/nous reconnaissons par les présentes que j'ai/nous avons reçu ou accédé par voie électronique au Prospectus, au DICI et aux rapports annuel/semestriel. Je consens/nous consentons également à accéder au Prospectus, au DICI et aux rapports annuel/semestriel par voie électronique avant toute souscription d'Actions ultérieure et/ou future dans une quelconque catégorie d'actions et/ou dans un quelconque compartiment.
- Je certifie/nous certifions que je suis/nous sommes éligible(s) à l'investissement dans le Fonds et que je ne souscris pas/nous ne souscrivons pas à ces Actions pour, au nom de, ou au bénéfice de toute personne ou entité qui n'est pas éligible à l'investissement dans le Fonds, et que je n'ai pas/nous n'avons pas l'intention de transférer des Actions auxquelles j'ai/nous avons souscrit à une quelconque personne ou entité qui n'est pas éligible à l'investissement dans le Fonds. Je confirme/nous confirmons que j'ai/nous avons connaissance des risques liés à l'investissement proposé et de la potentielle perte de l'intégralité des montants investis inhérente à un tel investissement.
- Je conviens/nous convenons de notifier le Fonds ou l'Agent administratif immédiatement dans le cas où j'ai/nous avons connaissance qu'une quelconque des déclarations, des attestations ou des garanties que j'ai/nous avons indiquées dans le présent Formulaire de souscription n'est/ne sont plus exacte(s) et exhaustive(s) à tout égard, et conviens/convenons de prendre immédiatement les mesures telles que pouvant être décidées par le Fonds, incluant, le cas échéant, le rachat de l'intégralité de ma/notre participation.
- Je conviens/nous convenons d'indemniser l'Agent administratif, en son nom propre et en tant qu'agent du Fonds, et conviens/convenons de garantir l'indemnisation de l'Agent administratif et du Fonds pour toute perte de quelque nature que ce soit, subie par l'un d'eux suite à une défaillance relative à une quelconque déclaration, garantie ou attestation que j'ai/nous avons stipulée dans le présent Formulaire de souscription.
- J'ai/nous avons la connaissance et l'expérience commerciales et financières ou le conseil d'un conseiller professionnel, de telle manière que je suis/nous sommes compétent(s) pour évaluer les mérites, et les risques d'un investissement que je pourrais/nous pourrions effectuer dans le Fonds.
- Je reconnais/nous reconnaissons que la divulgation relative aux impôts indiquée dans le Prospectus est de nature générale et pourrait ne pas couvrir la juridiction dans laquelle je suis/nous sommes sujet(s) à l'impôt, et que les conséquences fiscales de ma/notre souscription d'Actions dépendent de mes/nos circonstances personnelles.
- Je reconnais/nous reconnaissons la prérogative du Fonds d'exiger à tout moment le rachat obligatoire des Actions dans les circonstances exposées par le Prospectus.
- Je suis/nous sommes en mesure d'assumer les risques économiques d'un investissement dans les Actions, notamment, sans limitation, les risques de perte de tout ou partie de mon/notre investissement. Je ne détiens pas/nous ne détenons pas d'engagement général au regard d'investissements difficilement négociables qui seraient disproportionnés par rapport à mon/notre patrimoine, et mon/notre investissement dans les Actions ne générera pas un tel engagement général excessif.

- Veuillez **cocher (✓)** la case tel qu'approprié :-

- (a)  Je suis un R ressortissant américain (tel que défini par le Prospectus) et j'ai complété le Formulaire de souscription destiné aux souscripteurs qui sont des R ressortissants américains ;  
ou
- (b)  Je certifie/nous certifions par les présentes que les Actions ne sont pas souscrites, directement ou indirectement, au bénéfice d'un quelconque R ressortissant américain ou en violation d'une quelconque loi applicable, et que je ne procèderais pas/nous ne procèderons pas, conformément aux conditions stipulées dans le Prospectus, à la vente ou à une offre pour vendre ou transférer les Actions aux États-Unis, ou au bénéfice d'un R ressortissant américain.

Notamment :

- (a) Je reconnais/nous reconnaissons que le Fonds n'a pas été et ne sera pas enregistré aux termes de la loi américaine sur les sociétés d'investissement de 1940, tel qu'amendée, que les Actions n'ont pas été et ne seront pas enregistrées aux termes de la loi américaine sur les valeurs mobilières de 1933, telle qu'amendée, et que les Actions n'ont pas été autorisées aux termes des lois sur les valeurs mobilières d'un quelconque État des États-Unis, et ne peuvent faire l'objet d'une offre, d'une vente ou d'un transfert aux États-Unis, ou à ou au bénéfice, directement ou indirectement, d'un quelconque R ressortissant américain ;
- (b) Je ne suis pas/aucun d'entre nous n'est un R ressortissant américain et (c) Je ne souscris pas/aucun d'entre nous ne souscrit les Actions pour le compte ou au bénéfice, directement ou indirectement, d'un quelconque R ressortissant américain ou en vue de les offrir, de les vendre ou de les transférer aux États-Unis, ou à ou au bénéfice, directement ou indirectement, d'un quelconque R ressortissant américain.

- Je détiendrais/nous détiendrons les Actions au nom d'un Contribuable américain (tel que défini ci-après) :

Oui  Non  (veuillez cocher la case appropriée)

Dans le cas où la case « oui » est cochée, je déclare/nous déclarons avoir connaissance des conséquences fiscales américaines d'un tel investissement. J'accepte/nous acceptons de fournir au Fonds les informations fiscales complémentaires, tel qu'il peut en faire la demande de temps à autre.

« Contribuable américain » désigne un citoyen des États-Unis ou un résident étranger des États-Unis (tel que défini aux fins des impôts fédéraux sur le revenu américain) ; toute entité considérée comme un partenariat ou une société aux fins de la fiscalité américaine constitué(e) ou organisé(e) aux États-Unis ou un quelconque de ses États (incluant le District de Columbia) ou en vertu de ses lois ; tout autre partenariat considéré comme un Contribuable américain en vertu de la réglementation du Trésor américain ; toute succession dont le revenu est soumis aux impôts sur le revenu américain quel que soit sa source ; et toute fiducie dont l'administration est soumise à la supervision principale d'un tribunal aux États-Unis et dont toutes les décisions importantes sont prises par un ou plusieurs fiduciaires des États-Unis. Les personnes ayant perdu leur citoyenneté américaine et résidant hors des États-Unis peuvent néanmoins, dans certaines circonstances, être considérés comme des Contribuables américains.

Un investisseur peut être un « Contribuable américain » sans être un « R ressortissant américain ». *Par exemple, un individu qui est un citoyen américain résidant hors des États-Unis n'est pas considéré comme un « R ressortissant américain » mais reste un « Contribuable américain ».*

- Je déclare/nous déclarons que l'entité souscrivant par les présentes aux Actions n'est pas un régime d'avantages sociaux, et n'investit pas pour le compte ou avec les actifs d'un régime d'avantages sociaux, tel que défini ci-dessous. (Les régimes d'avantages sociaux doivent contacter l'Agent administratif.) « Régime d'avantages sociaux » est utilisé tel que défini à l'alinéa 2510.3-101(f)(2) de la réglementation du Ministère américain du travail (Department of Labour, « DOL ») et comprend (i) tout régime



d'avantages sociaux (tel que défini à la section 3(3) de la loi de 1974 sur la Sécurité du revenu de retraite des employés, telle qu'amendée (l'« ERISA »)), que ce régime soit ou non soumis au titre I de l'ERISA (incluant les régimes, les régimes des entités gouvernementales, les employeurs privés, les régimes de l'Église et certains actifs détenus en connexion avec les régimes de rémunération différée non admissibles américains et non américains) ; (ii) tout régime décrit à la section 4975(e)(1) du code fiscal américain de 1986, tel qu'amendé (le « Code ») (incluant une fiducie décrite à la section 401(a) du Code, faisant partie d'un régime, dont la fiducie ou le régime est exonéré d'impôts en vertu de la section 501(a) du Code, d'un régime décrit à la section 403(a) du Code, d'un compte de retraite individuel décrit à la section 408 ou 408(a) du Code ou d'une rente de retraite individuelle décrite à la section 408(b) du Code, d'un compte d'épargne pour soins médicaux décrit à la section 220(d) du Code et d'un compte d'épargne-études décrit à la section 530 du Code) ; et (iii) toute entité dont les actifs sous-jacents comprennent les actifs des régimes en raison d'un régime d'investissement de l'entité (généralement 25 pour cent ou plus d'une catégorie d'intérêts dans l'entité sont détenus par ce type de régimes). Les Régimes d'avantages sociaux comprennent également cette partie des actifs du compte général des compagnies d'assurance qui sont considérés comme des « actifs des régimes » et (à l'exception du cas où l'entité est une société d'investissement enregistrée en vertu de la loi de 1940) les actifs d'un quelconque compte séparé d'une compagnie d'assurance ou d'un fonds commun ou collectif d'une banque dans lequel les régimes investissent.

- Dans le cas où je suis/nous sommes un pool de produits de base, mon/notre investissement est géré par une entité qui (i) ne requiert pas d'enregistrement dans une quelconque capacité auprès de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) ou une appartenance à la National Futures Association (« NFA »), (ii) est dispensée d'enregistrement ou (iii) est dûment enregistrée à la CFTC en vertu d'une ou des capacités appropriées et est un membre en règle avec la National Futures Association (NFA).
- Déclarations des sociétés d'investissement :
  - (a)  Je ne suis pas/nous ne sommes pas une société d'investissement tenue d'être enregistrée conformément à la loi de 1940 sur les sociétés d'investissement (Investment Company Act), telle qu'amendée (la « Loi de 1940 »), ou un émetteur qui, si je n'avais pas/nous n'avions pas bénéficié d'une exception à la définition de « société d'investissement » de la Loi de 1940, serait une société d'investissement,
  - (b)  Je suis/nous sommes une société d'investissement tenue d'être enregistrée ou serais/serions une société d'investissement si je n'avais pas/nous n'avions pas bénéficié d'une exception de la Loi de 1940.

J'ai/nous avons \_\_\_\_\_ détenteur(s) bénéficiaire(s) considéré(s) comme un/des Ressortissant(s) américain(s). *(Veuillez indiquer le nombre et non le pourcentage de détenteurs bénéficiaires considérés comme des Ressortissants américains. (Les sociétés d'investissement ayant des détenteurs bénéficiaires considérés comme des Ressortissants américains doivent contacter l'Agent administratif.)*

- Je suis/nous sommes, sauf dans le cas d'une personne physique, dûment organisé(s), valablement établi(s) et en règle en vertu des lois de la juridiction dans laquelle je suis/nous sommes organisé(s) et j'ai/nous avons le pouvoir et l'autorité de conclure et d'exécuter mes/nos obligations conformément au présent Formulaire de souscription.
- L'Agent administratif et le Fonds sont tous deux, par les présentes, autorisés et ont pour instruction d'accepter et d'exécuter toute instruction au regard des Actions relatives à la présente demande de souscription que j'ai/nous avons soumise sous format écrit ou par fax. J'accepte/nous acceptons par les présentes d'indemniser l'Agent administratif, en son nom propre et en tant qu'agent du Fonds, et je conviens/nous convenons de garantir l'indemnisation de l'Agent administratif et du Fonds pour toute perte de quelque nature que ce soit, faisant suite à l'exécution des instructions transmises par fax par l'Agent administratif. L'Agent administratif peut se fier de manière concluante sur, et ne saurait voir sa responsabilité engagée au regard de toute mesure prise en accord avec tout(e) avis, consentement, demande, instruction ou autre instrument qu'il croit de bonne foi être authentique ou signé par les personnes dûment autorisées.
- Je reconnais/nous reconnaissons que, suite aux exigences liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme en Irlande, l'Agent administratif ou le Fonds (le cas échéant) peut

exiger des pièces d'identification supplémentaires au regard du ou des souscripteur(s) avant le traitement de la demande de souscription et l'Agent administratif, en son nom propre et en tant qu'agent du Fonds et le Fonds n'encourront aucune responsabilité et seront indemnisés quant à toute perte résultant d'une quelconque défaillance dans le traitement de la demande, ou d'un délai dans le traitement d'une quelconque instruction de rachat, dans le cas où ces informations exigées par l'Agent administratif ou le Fonds n'ont pas été fournies par mes/nos soins ou ont été fournies de manière incomplète.

- J'accepte/nous acceptons également de fournir au Fonds ou à son Agent administratif nommé, tout document supplémentaire qu'il(s) peut(vent) exiger de temps à autre en vertu de la législation portant sur la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, notamment dans le cas où je correspondrais/nous correspondrions à la définition d'une personne politiquement exposée<sup>1</sup> ou je serais/nous serions un membre de la famille proche<sup>2</sup> ou un associé proche<sup>3</sup> d'une telle personne politiquement exposée.
-

- J'accepte/nous acceptons par les présentes un nombre moins élevé d'Actions, le cas échéant, tel que pouvant être spécifié ci-avant dans la demande de souscription les concernant.
- Au regard des demandeurs conjoints exclusivement, nous donnons l'instruction que, dans le cas où l'un de nous venait à décéder, les Actions pour lesquelles nous effectuons la demande de souscription par les présentes seront détenues au nom du/des ou par le(s) survivant(s), ou par l'exécuteur ou l'administrateur du dernier du ou des survivant(s).
- Je consens/nous consentons à ce que les informations personnelles obtenues me/nous concernant soient traitées par l'Agent administratif, le Fonds ou le Gestionnaire des investissements et leurs délégués, agents ou affiliés conformément aux lois irlandaises sur la protection des données de 1998 et 2003. Les informations me/nous concernant seront détenues, utilisées, divulguées et traitées aux fins (a) de gestion et d'administration de ma/notre participation dans le Fonds ou tout compte y afférent sur une base continue ; (b) de toute autre raison à laquelle j'ai/nous avons donné notre consentement spécifique ; (c) de réalisation d'analyses statistiques et d'études de marché ; (d) de conformité à toute obligation juridique, fiscale ou réglementaire applicable, notamment les obligations juridiques en vertu de la loi sur les sociétés, de la réglementation fiscale et de la législation portant sur la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme ; (e) de divulgation et de transfert que ce soit en Irlande ou ailleurs (y compris les sociétés situées dans des pays hors de l'Espace économique européen qui pourraient ne pas avoir les mêmes lois de protection des données qu'en Irlande) à des parties tierces, incluant mon/notre conseiller financier (le cas échéant), les autorités réglementaires, les autorités fiscales, les commissaires aux comptes, les fournisseurs de technologie ou au Fonds et leurs délégués et ses/leurs agents dûment nommés et une quelconque de leurs sociétés liées, associées ou affiliées respectives aux fins spécifiées ci-avant ; et (f) d'autres intérêts commerciaux légitimes du Fonds. Je reconnais/nous reconnaissons mon/notre droit d'accès à mes/nos données personnelles et le droit de les modifier et de les rectifier, conformément aux dispositions des présentes. Je reconnais/nous reconnaissons que le Fonds est un contrôleur de données et détiendra toute information personnelle que j'ai/nous avons fournie de manière confidentielle et conformément à la loi sur la protection des données de 1998, telle qu'amendée par la loi sur la protection des données (amendement) de 2003. Je consens/nous consentons à l'enregistrement des appels téléphoniques que je pourrais/nous pourrions effectuer et recevoir de la part de l'Agent administratif, du Fonds ou du Gestionnaire des investissements et de leurs délégués, de leurs agents dûment nommés et de l'une quelconque de leurs sociétés liées, associées ou affiliées respectives à des fins d'archivage, de conservation, de sécurité et/ou de formation. Je consens/nous consentons que le Fonds ou le Gestionnaire des investissements me/nous fasse parvenir des informations concernant d'autres services d'investissement par voie postale, par téléphone ou par tout autre moyen de communication raisonnable. Je reconnais/nous reconnaissons que j'ai/nous avons le droit de ne pas recevoir de telles informations.
- J'autorise/nous autorisons par les présentes le Fonds et l'Agent administratif à conserver les documents que je leur ai/nous leur avons fait parvenir au regard de mon/notre investissement dans le Fonds pour la période de temps requise par la législation irlandaise, mais pour une période non inférieure à cinq ans suite à la fin de la période d'investissement.
- Je consens/nous consentons à ce que la Société ou l'Agent administratif me/nous fasse parvenir tout avis ou autre document à titre d'Actionnaire, par voie électronique, incluant, sans limitation, les e-mails, swift ou la publication de ces avis ou autre document sur un site Internet m'étant/nous étant notifié par voie postale à mon/notre

<sup>1</sup> Une PPE désigne un individu qui s'est vu confier ou a occupé, durant les 12 mois précédents, une fonction publique importante, incluant l'un quelconque des individus suivants (mais n'incluant pas les fonctionnaires détenant des fonctions intermédiaires ou inférieures) ;

(a) un fonctionnaire spécifié

(b) un membre d'une organisation administrative, managériale ou de surveillance d'une société publique.

Un « fonctionnaire spécifié » désigne plus spécifiquement un quelconque des fonctionnaires suivants (incluant tout fonctionnaire d'une institution des Communautés européennes ou d'une organisation internationale) :

(a) un chef d'État, un chef de gouvernement, un ministre de gouvernement, un sous-ministre ou un sous-ministre adjoint ;

(b) un membre d'un parlement ;

(c) un membre d'une cour suprême, d'une cour constitutionnelle ou d'une autre haute instance juridique dont les décisions, autres que dans des circonstances exceptionnelles, ne peuvent faire l'objet d'un appel ;

(d) un membre d'une cour des comptes ou d'un comité d'une banque centrale ;

(e) un ambassadeur, un chargé d'affaires ou un officier de haut rang dans les forces armées.

<sup>2</sup> Un « membre de la famille proche » c'est-à-dire tout(e) conjoint, enfant, parent, frère ou sœur d'une PPE et toute personne considérée comme l'équivalent d'un(e) conjoint(e) en vertu des lois du pays ou autre loi du pays dans lequel réside la personne ou la PPE, ou tout(e) conjoint(e) d'un enfant de la PPE.

<sup>3</sup> Un « associé proche » d'une PPE comprend tout individu qui est un détenteur bénéficiaire conjoint d'une entité juridique ou d'un contrat juridique, ou de toute autre relation commerciale proche avec une PPE, ou tout individu qui est un détenteur bénéficiaire exclusif d'un contrat juridique conclu au bénéfice effectif de la PPE.

adresse de correspondance indiquée ci-avant ou par e-mail à l'adresse électronique fournie à la Société ou à l'Agent administratif par la complétion du présent formulaire de souscription d'actions ou par un autre moyen que je reconnais/nous reconnaissons comme constituant un moyen de réception effectif me/nous concernant de l'avis ou du document pertinent. Je reconnais/nous reconnaissons que je ne suis pas/nous ne sommes pas dans l'obligation d'accepter les communications électroniques, et peux/pouvons révoquer mon/notre accord de recevoir ces communications électroniques par la notification de l'Agent administratif par écrit à l'adresse indiquée ci-avant, sous réserve que mon/notre accord concernant la réception de communications électroniques reste pleinement en vigueur jusqu'à la réception par l'Agent administratif de l'avis écrit de ladite révocation. Je reconnais/nous reconnaissons que je dois/nous devons tenir la Société et l'Agent administratif informé de tout changement concernant ladite adresse électronique.

- Je dois/nous devons fournir à la Société et à l'Agent administratif toute information supplémentaire qu'il peuvent requérir dans une mesure raisonnable au regard des réglementations fiscales et/ou en relation avec la FATCA, des exigences en matière de rapports ou autre exigence similaire, afin d'étayer les déclarations que j'ai/nous avons effectuées ou autre, et j'autorise/nous autorisons la société et ses agents à divulguer ces informations en connexion avec la présente demande de souscription aux personnes qu'ils considèrent appropriées.
- J'accepte/nous acceptons de fournir à la Société et à l'Agent administratif, au moment où chacun en fait la demande, ces déclarations, certificats ou documents, tel que requis dans une mesure raisonnable par chacun d'eux dans le cadre de ces investissements (notamment à des fins de réglementations fiscales et/ou FATCA/d'exigences en matière de rapports). Dans le cas où une quelconque de ces informations fournies à l'un d'entre eux devenait inexacte ou incomplète d'une quelconque manière, j'accepte/nous acceptons par les présentes de requérir le rachat des Actions en rapport avec lesquelles ces informations seraient devenues inexactes ou incomplètes si la Société en fait la demande.
- Je déclare/nous déclarons que les informations contenues dans le présent formulaire et tout document joint sont véridiques et exactes à ma/notre connaissance.

**SIGNATURE**

<b>DANS LE CAS D'INVESTISSEURS CONJOINTS – TOUS LES DÉTENTEURS DOIVENT COMPLÉTER LA PRÉSENTE DÉCLARATION</b>	
Signature du/des investisseur(s)	Fonction du signataire, le cas échéant (c.-à-d. administrateur/directeur)
1. _____	_____
2. _____	_____
3. _____	_____
4. _____	_____
Date : _____	

## **7. Exigences de vérification au regard de la lutte contre le blanchiment d'argent**

# **Exigences de vérification au regard de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme**

**Exigences de vérification au regard de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme conformément à la Criminal Justice (Money Laundering and Terrorist Financing) Act de 2010**

**Guide pour remplir la présente section de la demande de souscription. Dans le cas de détenteurs de compte conjoints, des documents supplémentaires sont requis pour chaque investisseur.**

- **Partie I** : La présente section doit être remplie par tous les souscripteurs et bénéficiaires.
- **Partie II** : La présente section doit exclusivement être remplie par **les banques, les fournisseurs de services financiers et les sociétés de prête-nom** agissant pour leur propre compte et dans le cas où ils sont agréés et réglementés dans l'Union européenne, en Argentine, en Australie, au Brésil, au Canada, dans les Îles anglo-normandes, à Hong Kong, en Islande, dans l'Île de Man, au Japon, au Liechtenstein, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Norvège, dans la Fédération de Russie, à Singapour, en Afrique du Sud, en Suisse, aux États-Unis, dans les territoires néerlandais d'outre-mer (Antilles néerlandaises et Aruba) et dans les territoires français d'outre-mer (Mayotte, Nouvelle Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis et Futuna (les « Pays prescrits »)).
- **Partie III** : La présente section est uniquement applicable aux **investisseurs de compte individuels et conjoints** investissant directement dans le Fonds, c.-à-d. sans passer par un intermédiaire.
- **Partie IV** : La présente section est uniquement applicable aux **Intermédiaires, aux Agents financiers et aux Mandataires** agissant pour le compte de parties tierces.
- **Partie V** : La présente section doit être remplie par **tous les investisseurs de compte individuels et conjoints** qui sont des résidents de l'Union européenne ne résidant pas en Irlande.
- **Partie VI** : La présente section est uniquement applicable aux **autres Investisseurs** investissant directement dans le Fonds.
- **Dans le cas de détenteurs de compte conjoints, des documents supplémentaires sont requis pour chaque souscripteur.**

Dans certaines circonstances, l'Agent administratif se réserve le droit de demander des documents supplémentaires tel que requis.

Les documents supplémentaires requis peuvent comprendre des documents certifiés.

Un « document certifié » désigne une copie d'un document signée par une personne appropriée qui a consulté le document original. Les personnes appropriées incluent : la Garda Siochana/les gardiens de la paix, les experts comptables agréés (Practising Chartered & Certified Public Accountants), les notaires publics/avocats, le personnel des ambassades et des consulats, une Entité réglementée telle que définie dans la note de bas de page 7, un Juge de paix et un commissaire à l'assermentation.

## PARTIE I – TOUS LES INVESTISSEURS

Nom(s) complet(s) et adresse complète et à jour permanente/du siège social du/des investisseur(s) :

M./Mme/Mlle/nom de la société : \_\_\_\_\_

Adresse/siège social : \_\_\_\_\_

Date de naissance (le cas échéant) : \_\_\_\_\_

Pays de naissance/d'immatriculation : \_\_\_\_\_

**DÉCLARATION** – Je déclare/nous déclarons que les informations contenues dans le présent formulaire et tout document joint, le cas échéant, sont véridiques et exactes à ma/notre connaissance.

**Signature de l'investisseur**

**Fonction du signataire le cas échéant (c.-à-d. administrateur/secrétaire adjoint/directeur)**

1. \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

2. \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

3. \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

4. \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_

## PARTIE II – Société financière, banque, mandataire, etc.

**Veillez cocher la case suivante, le cas échéant :**

Je suis/nous sommes une banque/un fournisseur de services financiers ou une société de prête-nom, réglementé(e) dans un Pays prescrit et agissant pour mon/notre propre compte.

OUI

Dans le cas où la réponse est Oui, veuillez indiquer le nom de l'entité réglementée, ainsi que le nom de votre régulateur :

\_\_\_\_\_

**Dans le cas où vous agissez pour le compte d'une partie tierce, vous devez compléter la Partie IV**

## PARTIE III - Investisseurs de compte individuels ou conjoints

**Dans le cas où vous êtes, en tant qu'investisseur(s), un/des individu(s) physique(s), veuillez fournir les documents suivants.**

**Dans le cas où vous êtes des détenteurs de compte conjoints, veuillez fournir les documents pertinents au regard de tous les détenteurs.**

- Une copie d'une pièce d'identité avec photographie (telle qu'un passeport/un permis de conduire) et une copie d'une pièce d'identité sans photographie (telle qu'une facture de service public datant de moins de 6 mois à la date de l'ouverture du compte).

Remarque : Le Gestionnaire des investissements ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.

## PARTIE IV - Intermédiaires, agents financiers et mandataires

Un intermédiaire/un agent/une société de prête-nom autorisé(e)s et réglementé(e)s dans un Pays prescrit agissant pour le compte d'une partie tierce devra compléter la Lettre d'engagement en Annexe.

## PARTIE V – Investisseurs individuels ou conjoints

- uniquement pour les résidents de l'Union européenne (hors Irlande)

**DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LA FISCALITÉ DE L'ÉPARGNE 2003/48/CE – section devant être complétée par les résidents européens hors Irlande.** En tant qu'agent payeur du Fonds, nous sommes dans l'obligation de collecter des informations supplémentaires afin d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur la fiscalité de l'épargne. Par conséquent, les individus qui sont des résidents européens et résidents hors d'Irlande doivent fournir les informations et documents supplémentaires suivants :

**Numéro d'identification fiscale (NIF)** \_\_\_\_\_ (obligatoire, ne rien inscrire dans le cas où votre numéro d'identification fiscale n'apparaît pas sur votre passeport, votre pièce d'identité avec photographie ou autre pièce d'identité fournie)

**Pays de délivrance de votre passeport/de votre carte d'identité avec photographie** \_\_\_\_\_

**Documents supplémentaires requis (uniquement en cas d'investissement directement à votre propre nom ou à vos noms conjoints, c.-à-d. dans le cas où l'investissement n'est pas réalisé via un intermédiaire) :**

- 1) **Preuve du numéro d'identification fiscale (NIF)** selon la disponibilité (par ex. carte d'identité avec photographie sur laquelle figure le numéro d'identification fiscale ou numéro correspondant de votre bureau local des impôts)
- 2) **Certificat de résidence fiscale (TRC)** (dans le cas où le pays de délivrance de votre passeport diffère de votre pays de résidence fiscale)

## PARTIE VI – Documents standard dans le cadre de la diligence raisonnable envers les clients

Dans le cas où vous, en tant que souscripteur ou bénéficiaire, relevez d'une des catégories d'investisseurs indiquées ci-après, veuillez fournir des documents justifiant des informations requises.

### **Société cotée en Bourse**

Dans le cas d'une Société cotée en bourse dans un Pays prescrit : preuve de cotation sur une bourse de valeurs reconnue dans une juridiction comparable et Liste des signataires autorisés. Pour tout autre cas, veuillez vous référer aux points 1 à 10 ci-après.

1. Preuve de cotation.
2. Nom complet.
3. Numéro d'enregistrement.
4. Adresse du siège social.
5. Adresse professionnelle principale.
6. Coordonnées des administrateurs.
7. Preuve d'identité de deux Administrateurs ou d'un Administrateur et d'un signataire autorisé selon les Investisseurs individuels indiqués à la Partie III ci-avant.
8. Veuillez procéder à la vérification (par la fourniture de documents en fonction de la nature de l'entité) de tout détenteur bénéficiaire détenant plus de 25 % du capital social, des bénéfices ou des droits de vote ou exerçant autrement un contrôle sur la gestion de la société. Dans le cas où le détenteur bénéficiaire est une entité constituée en personne morale, l'Agent administratif a besoin des informations relatives aux détenteurs bénéficiaires ultimes (ceci peut être démontré grâce à un organigramme signé par un signataire autorisé, un registre des actionnaires, un autre document de la société, etc.).
9. Vérification d'identité à partir :
  - d'une recherche du registre des sociétés pertinent ; et/ou
  - d'une copie du Certificat de constitution ou équivalent ; et/ou

- d'une copie des Statuts ou équivalent ; et/ou
  - d'une copie des derniers états financiers audités.
10. Liste des signataires autorisés.

**Remarque :** Le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.

### **Société privée ou non cotée en Bourse**

1. Nom complet.
2. Numéro d'enregistrement.
3. Adresse du siège social.
4. Adresse professionnelle principale.
5. Coordonnées des administrateurs.
6. Preuve d'identité de deux administrateurs ou d'un administrateur et d'un signataire autorisé selon les Investisseurs individuels indiqués à la Partie III ci-avant.
7. Veuillez procéder à la vérification (par la fourniture de documents en fonction de la nature de l'entité) de tout détenteur bénéficiaire détenant plus de 25 % du capital social, des bénéfices ou des droits de vote ou exerçant autrement un contrôle sur la gestion de la société. Dans le cas où le détenteur bénéficiaire est une entité constituée en personne morale, l'Agent administratif a besoin des informations relatives aux détenteurs bénéficiaires ultimes (ceci peut être démontré grâce à un organigramme signé par un signataire autorisé, un registre des actionnaires, un autre document de la société, etc.).
8. Vérification d'identité à partir :
  - d'une recherche du registre des sociétés pertinent ; et/ou
  - d'une copie du Certificat de constitution ou équivalent ; et/ou
  - d'une copie des Statuts ou équivalent ; et/ou
  - d'une copie des derniers états financiers audités.
9. Liste des signataires autorisés.

**Remarque :** le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.

### **Partenariat**

1. Nom complet.
2. Adresse du siège social.
3. Adresse professionnelle principale.
4. Coordonnées de tous les partenaires (à l'exception des Fonds de partenariat) ; ou
5. Dans le cas d'un Fonds de partenariat, veuillez procéder à la vérification (par la fourniture de documents en fonction de la nature de l'entité) de tout commandité et partenaire détenant plus de 25 % du capital, des bénéfices ou des droits de vote du partenariat ou exerçant autrement un contrôle sur la gestion du Fonds de partenariat et la liste des administrateurs (le cas échéant). Dans le cas où le détenteur bénéficiaire est une entité constituée en personne morale, l'Agent administratif a besoin des informations relatives aux détenteurs bénéficiaires ultimes (ceci peut être démontré grâce à un organigramme signé par un signataire autorisé, un registre des actionnaires, un autre document de la société, etc.).
6. Vérification d'identité du Commandité ou d'un ou deux partenaire(s) et d'un signataire autorisé selon les Investisseurs individuels indiqués à la Partie III ci-avant.
7. Document de constitution (par ex. Accord de partenariat).
8. Liste des signataires autorisés.

**Remarque :** le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.

### **Compagnie à responsabilité limitée**

1. Nom complet.
2. Adresse du siège social.
3. Adresse professionnelle principale.
4. Coordonnées des membres de la direction.
5. Vérification d'identité de deux Membres de la direction ou d'un Membre de la direction et d'un signataire autorisé selon les Investisseurs individuels indiqués à la Partie III ci-avant.



6. Veuillez procéder à la vérification (par la fourniture de documents en fonction de la nature de l'entité) de tout membre détenant plus de 25 % du capital social, des bénéfices ou des droits de vote, ou exerçant autrement un contrôle sur la gestion de la Compagnie à responsabilité limitée. Dans le cas où le détenteur bénéficiaire est une entité constituée en personne morale, l'Agent administratif a besoin des informations relatives aux détenteurs bénéficiaires ultimes (ceci peut être démontré grâce à un organigramme signé par un signataire autorisé ou un registre des actionnaires, un autre document de la société, etc.).
7. Document de constitution (par ex. Attestation de formation).
8. Accord d'exploitation.
9. Liste des signataires autorisés.

**Remarque :** *le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.*

### **Organisme de placement collectif (OPC)**

1. Nom complet de l'OPC.
2. Adresse légale de l'OPC.
3. Prospectus ou équivalent.
4. Nom et adresse du promoteur de l'organisme.
5. Nom et adresse de l'agent administratif de l'organisme.
6. Nom et adresse de l'entité procédant aux vérifications relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme au regard des investisseurs de l'organisme et attestation que l'entité est réglementée aux fins de la lutte contre le blanchiment d'argent.
7. Veuillez procéder à la vérification (par la fourniture de documents en fonction de la nature de l'entité) de tout investisseur détenant plus de 25 % du capital social. Dans le cas où le détenteur bénéficiaire est une entité constituée en personne morale, l'Agent administratif a besoin des informations relatives aux détenteurs bénéficiaires ultimes (ceci peut être démontré grâce à un organigramme signé par un signataire autorisé, un registre des actionnaires, un autre document de la société, etc.).
8. Liste des signataires autorisés.

**Remarque :** *le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.*

### **Fiducie, fondation ou entité similaire**

1. Nom complet de la fiducie.
2. Adresse légale de la fiducie.
3. Raison sociale de la fiducie, de la fondation ou d'une entité similaire.
4. Acte de fiducie ou équivalent, ou confirmation de l'enregistrement de l'entité à un registre approprié.
5. Nature/objectif de la fiducie, etc.
6. Coordonnées des fiduciaires.
7. Vérification d'identité de deux fiduciaires ou d'un fiduciaire et d'un signataire autorisé selon les Investisseurs Individuels indiqués à la Partie III ci-avant.
8. Coordonnées du fiduciaire.
9. Veuillez procéder aux vérifications (par la fourniture de documents en fonction de la nature de l'entité de l'entité) au regard de tout détenteur bénéficiaire détenant au moins 25 % du capital social. Dans le cas où le détenteur bénéficiaire est une entité constituée en personne morale, l'Agent administratif a besoin des informations relatives aux détenteurs bénéficiaires ultimes (ceci peut être démontré grâce à un organigramme signé par un signataire autorisé, un registre des actionnaires, un autre document de la société, etc.).
10. Liste des signataires autorisés.

**Remarque :** *le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.*

### **Régime de retraite**

1. Nom complet.
2. Adresse du siège social.
3. Liste des signataires autorisés.
4. Attestation d'enregistrement (le cas échéant) provenant des autorités fiscales autorisées ou du comité des

régimes de retraite, ou les informations/documents cités aux points 5, 6 et 7 ci-après.

5. Noms des Fiduciaires/Administrateurs/Dirigeants/Membres du Conseil ou équivalent.
6. Document de constitution/formation (par ex. Acte de fiducie).
7. Vérification de l'identité de deux contrôleurs selon les Investisseurs Individuels indiqués à la Partie III ci-avant.

***Remarque :*** *le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.*

### **Organisme de bienfaisance**

1. Nom complet.
2. Nature/objectif, incluant la nature des financements.
3. Adresse du siège social.
4. Adresse professionnelle principale.
5. Liste des signataires autorisés.
6. Extrait du registre des organismes de bienfaisance pertinent (par ex. la Charities Commission du Royaume-Uni) ou obtenir les informations/documents stipulées aux points 7 à 10 ci-après.
7. Coordonnées des Fiduciaires/Administrateurs/Dirigeants/Membres du Conseil ou équivalent.
8. Vérification d'identité d'un ou deux Fiduciaire(s)/Administrateur(s)/Dirigeant(s)/Membre(s) du Conseil et d'un signataire autorisé selon les Investisseurs individuels indiqués à la Partie III ci-avant.
9. Coordonnées des bénéficiaires (si vérifiable).
10. Document de constitution/de formation.

***Remarque :*** *Le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.*

### **Club ou association**

1. Nom complet.
2. Adresse du siège social.
3. Nature/objectif, incluant la nature des financements.
4. Confirmation du statut juridique.
5. Document de constitution/formation (par ex. Acte de fiducie) et/ou une copie des états financiers audités (selon disponibilité).
6. Liste des directeurs.
7. Vérification d'identité d'un ou deux directeur(s) du Club/de l'Association et d'un signataire autorisé selon les Investisseurs individuels indiqués à la Partie III ci-avant.
8. Liste des signataires autorisés.

***Remarque :*** *le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.*

### **Société de prête-nom**

1. Preuve que l'entité (ou sa société mère) est réglementée conformément à la législation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme dans un Pays prescrit et documents correspondant à la forme juridique de la Société de prête-nom (par ex. Société privée ou non cotée).

***Remarque :*** *le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.*

### **Organisme public**

Au regard d'un Organisme public sis dans l'Union européenne, les informations générales d'une source sûre (par ex. une recherche Internet) et la Liste des signataires autorisés. Pour tout autre cas, veuillez vous référer aux points 1 à 9 ci-après.

1. Nom complet.
2. Nature et statut.
3. Adresse du siège social.
4. Nature de l'autorité de l'État de résidence et nature de la relation avec l'organisme public.

5. Propriété de l'entité.
6. Noms des fonctionnaires principaux de l'organisme public.
7. Veuillez procéder (le cas échéant) à la vérification (par la fourniture de documents en fonction de la nature de l'entité) de toute personne détenant ou contrôlant plus de 25 % du capital social, des bénéfices ou des droits de vote de l'entité ou exerçant autrement un contrôle sur la gestion de l'entité. Dans le cas où le détenteur bénéficiaire est une entité constituée en personne morale, l'Agent administratif a besoin des informations relatives aux détenteurs bénéficiaires ultimes (ceci peut être démontré grâce à un organigramme signé par un signataire autorisé, un registre des actionnaires, un autre document de la société, etc.).
8. Liste des signataires autorisés.
9. Informations générales appropriées sur l'entité (par ex. par une recherche Internet).

**Remarque :** le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.

### **École, Collège et Université**

1. Nom complet.
2. Adresse du siège social.
3. Liste des signataires autorisés.
4. Vérification d'identité à partir des registres pertinents et/ou par l'obtention des informations générales appropriées sur l'entité (par ex. par une recherche Internet).
5. Vérification d'identité d'un ou deux fonctionnaires et d'un signataire autorisé, ou obtention des informations/documents stipulés aux points 7 à 10 ci-après.
6. Attestation de propriété de l'entité. Notamment, attestation de propriété publique ou indépendante.
7. Noms des principaux fonctionnaires.

**Remarque :** le Fonds ou l'Agent administratif peut requérir d'autres documents, devant être fournis sur demande écrite.

**ANNEXE – LETTRE D’ENGAGEMENT À COMPLÉTER PAR LES INTERMÉDIAIRES, LES AGENTS FINANCIERS ET LES MANDATAIRES AUTORISÉS ET RÉGLEMENTÉS DANS UN PAYS PRESCRIT**

[Sur une lettre à en-tête de l’Entité réglementée]

[Date]

**[Insérer le nom du Fonds ou du Gestionnaire]  
[Adresse du Fonds ou du Gestionnaire]**

Apex Fund Services (Ireland) Limited  
1<sup>st</sup> Floor Block 2  
Harcourt Centre  
Harcourt Street  
Dublin 2  
Irlande

**Objet : Investisseurs dans [Insérer le nom du Fonds]  
Diligence raisonnable envers le client : Lutte contre le blanchiment d’argent et contre le financement du terrorisme**

Messieurs,

Nous attestons que nous sommes un fournisseur de services financiers réglementé au/en/à **[pays/État]** par **[nom du régulateur]** et sommes requis de mettre en œuvre les mesures appropriées afin d’assurer la conformité aux lois, réglementations et recommandations officielles relatives à la lutte contre le blanchiment d’argent et contre le financement du terrorisme établies par **[la législation relative à la lutte contre le blanchiment d’argent et contre le financement du terrorisme applicable de l’État]**. Notre numéro d’enregistrement ou de licence est **[numéro d’enregistrement ou de licence de l’État]**.

Nous attestons que nous avons pris les mesures appropriées conformément à **[la législation relative à la lutte contre le blanchiment d’argent et contre le financement du terrorisme applicable de l’État]** afin d’assurer la conformité aux réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment d’argent et contre le financement du terrorisme. Nous reconnaissons que **[Insérer le nom du Fonds ou du Gestionnaire]** et Apex Fund Services (Ireland) Limited (« Apex ») se fient à nous en qualité d’Agent de transfert nommé par **[Insérer le nom du Fonds ou du Gestionnaire]** aux fins de se conformer aux obligations relatives à la diligence raisonnable envers le client susmentionnées au regard des investisseurs dans **[Insérer le nom du Fonds]** et n’ont pas fait appel à une autre partie tierce à ces fins.

Nous poursuivrons de manière continue les mesures prises pour satisfaire à nos exigences, et vous attesterons sur demande que nous avons mis en œuvre les contrôles, les politiques et les procédures internes appropriés pour lutter contre le blanchiment d’argent et adopté des mesures en vue de prévenir et de détecter tout acte d’infraction relatif au financement du terrorisme. Nous confirmons que tous ces contrôles, politiques et procédures sont actuellement en place et à jour, et que nous vous fournirons un accès à ces contrôles, politiques et procédures internes, tel que requis.

Dans le cadre de la garantie de la conformité aux réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment d’argent et contre le financement du terrorisme :

- Nous vous confirmons par les présentes l’identification des détenteurs bénéficiaires et la vérification de l’identité de ces détenteurs bénéficiaires (dans la mesure exigée par le risque de blanchiment d’argent et de financement du terrorisme), de tel sorte que nous sommes raisonnablement satisfaits de nos connaissances quant à l’identité de nos détenteurs bénéficiaires et aux structures de détention et de contrôle.
  
- Nous nous engageons à conserver les documents et informations recueillis aux fins d’identification et de vérification des investisseurs dans le **[Insérer le nom du Fonds]** et des détenteurs bénéficiaires, et dans le cadre du processus destiné à comprendre l’objectif et la nature attendue de l’investissement par les investisseurs dans le **[Insérer le nom du Fonds]**.

- Nous nous engageons à fournir des copies de ces documents et informations au **[Insérer le Nom du Fonds ou du Gestionnaire]** ou à Apex sur demande.
- Nous nous engageons à conserver ces documents et informations pour une durée de cinq ans minimum après la fin de notre collaboration avec **[Insérer le Nom du Fonds ou du Gestionnaire]**.
- Nous nous engageons à nous assurer avant de détruire ces documents et informations que les documents et informations pertinents vous sont fournis, dans le cas où il existe une relation continue entre les investisseurs et **[Insérer le Nom du Fonds ou du Gestionnaire]**.

Nous nous engageons par les présentes, dans la mesure permise par la loi, à vous notifier immédiatement d'une quelconque préoccupation, portée à notre attention, que nous pourrions avoir en connexion avec les investisseurs susmentionnés dans le cadre des réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme ou en cas de circonstances suspectes concernant ces investisseurs.

Nous confirmons également que nous avons des pris des mesures afin de garantir que nos investisseurs ne sont ni des individus ni des institutions contre lesquels des sanctions ont été imposées par l'OFAC, l'Union européenne ou les Nations Unies. Nous nous engageons à vous notifier immédiatement l'identification d'un investisseur en tant que Personne politiquement exposée non irlandaise ou que National spécifiquement désigné, afin que vous puissiez exécuter les mesures accrues de diligence raisonnable envers les clients (enhanced CDD) appropriées à votre législation.

Cordialement,

Pour et au nom de  
[Entité réglementée]  
[Fonction du signataire, c.-à-d. administrateur/directeur]